

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/9
10 septembre 2003

(03-4745)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais/
français

CANADA

Déclaration de l'honorable Pierre S. Pettigrew Ministre du commerce international

Je suis honoré de me trouver ici, à Cancún, pour représenter le Canada en ce moment où nous examinons les progrès accomplis afin de déterminer l'orientation que doivent prendre les négociations du Programme de Doha pour le développement.

Je tiens à adresser toutes les félicitations du Canada au Mexique en tant qu'hôte de cette Conférence ministérielle. Vous avez déployé des efforts exceptionnels pour favoriser un dialogue fructueux et une rencontre productive. Au nom de la délégation canadienne, je vous en remercie.

Il n'a pas été facile d'arriver ici avec un texte sur lequel de nouvelles discussions pourront prendre appui. Je rends hommage aux efforts de tous les Membres et du Secrétariat de l'OMC, sous la direction éclairée du Président du Conseil général et du Directeur général.

La raison d'être de la Conférence

Il s'agit de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC à laquelle j'assiste. J'étais présent à Seattle et à Doha. Alors qu'à Seattle j'ai constaté une vive opposition à la mondialisation, j'ai été témoin à Doha de la prise de conscience que, si la mondialisation ne peut être stoppée, les gouvernements doivent cependant mieux la gérer pour répondre aux besoins et aux aspirations de leurs citoyens.

Même s'il est vrai que les changements amenés par la mondialisation ouvrent d'énormes possibilités sur les plans économique, social et intellectuel, il reste qu'ils nous placent devant la tâche complexe de veiller à ce que les plus pauvres d'entre nous ne soient pas laissés pour compte.

À Doha, nous avons reconnu comment le commerce peut contribuer au développement et tracé les grandes lignes d'un programme de négociation qui rendra la croissance et le développement durable possibles pour tous.

Ici, à Cancún, nous devons continuer à œuvrer en vue d'arriver à un résultat ambitieux qui fera en sorte que le système commercial multilatéral réponde aux besoins des Membres. L'ambition dont nous ferons preuve déterminera la mesure dans laquelle le système pourra appuyer les objectifs de la Communauté internationale dans les années à venir.

Comme l'a indiqué M. Ricupero au nom du Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan, nous devons, dans ces négociations, poser des gestes à la mesure de nos discours.

L'OMC n'est qu'une seule pièce du puzzle. Comme je l'ai déjà souligné à maintes reprises, une cohérence et une coordination accrues sont nécessaires entre les nombreuses organisations

internationales, comme la Banque mondiale, les banques régionales de développement, le Fonds monétaire international, les diverses institutions des Nations Unies s'occupant de développement, de la protection de l'environnement, de la santé et des droits de la personne ainsi que l'Organisation internationale du travail.

Toutes ces organisations doivent travailler de concert avec les Membres pour faire de notre vision d'un monde meilleur une réalité.

Certains progrès ont été accomplis

Pour ce qui concerne l'OMC, de nombreuses idées existent quant à la meilleure façon d'atteindre ces objectifs. Cette question est d'ailleurs au centre de notre réunion. N'oublions cependant pas le chemin que nous avons parcouru depuis notre dernière rencontre à Doha.

Depuis novembre 2001, les Membres ont fourni un effort concerté pour faire avancer les négociations et se sont attaqués à de nombreuses questions épineuses.

Un excellent exemple de ces efforts est la décision historique sur les ADPIC et la santé publique, qui permettra aux pays pauvres en développement aux prises avec des problèmes de santé publique comme le VIH/SIDA ou d'autres épidémies d'avoir enfin accès aux médicaments génériques dont ils ont besoin pour leur faire face.

Par ailleurs, la cohérence grandit entre les organisations internationales. Un grand nombre de nos institutions partenaires œuvrent désormais de concert pour renforcer le lien qui existe entre le commerce, la croissance et la réduction de la pauvreté et faire en sorte que les pays en développement puissent tirer avantage du meilleur accès aux marchés.

Dans ce contexte, j'ai été encouragé d'apprendre que, depuis la Conférence de Doha, le Cadre intégré pour les pays les moins avancés, qui illustre cette cohérence, a été étendu à 19 des 49 pays les plus pauvres, dont plusieurs sont en voie de devenir Membres de l'OMC.

Ces deux dernières années, les contributions des pays donateurs au titre de l'assistance technique liée au commerce et du renforcement des capacités ont dépassé les 2 milliards de dollars EU, auxquels s'ajoutent les 8 milliards de dollars injectés dans l'infrastructure économique. À l'OMC même, l'assistance technique liée au commerce financée par les Membres a doublé depuis deux ans et répond de plus en plus efficacement aux besoins des Membres.

De plus, à l'instar du Canada, plusieurs pays industrialisés ont accordé l'accès en franchise de droits et hors contingent à la plupart des produits des pays les plus pauvres du monde.

Je suis très heureux de noter que nous avons accompli des progrès sur le plan intérieur et à l'OMC pour rendre nos activités plus transparentes, démystifier nos procédures et objectifs et faire mieux comprendre au public les avantages du commerce et l'importance de règles claires et équitables pour le régir.

Nos efforts pour accroître la transparence interne ont aussi été récompensés par un processus de décision plus ouvert et inclusif à l'OMC, lequel a renforcé l'organisation.

Nous devons poursuivre dans cette voie pour que tous puissent constater combien il est avantageux de faire reposer nos diverses relations commerciales sur un système multilatéral solide.

Beaucoup de travail reste à faire

Malgré les avancées réalisées à certains égards, les négociations ne sont pas rendues là où elles devraient l'être.

Nous sommes passés à côté d'importantes échéances; nous avons tous eu notre part de déceptions et nous ne faisons toujours pas preuve de suffisamment d'ambition dans des domaines cruciaux de ce cycle.

Pourquoi en sommes-nous là? Avons-nous perdu de vue les objectifs que nous nous sommes fixés à Doha?

Je répète depuis un certain temps qu'il nous faut arriver à une entente satisfaisante et non conclure à une entente à la sauvette. Nous ignorons quand pareille occasion se représentera de résoudre les questions fondamentales qui se posent en ce qui concerne la réforme dans le secteur agricole, l'accès aux marchés pour les biens et services et les règles commerciales, afin que celles-ci répondent à nos besoins aujourd'hui et demain.

Quels résultats peut-on atteindre à Cancún?

Au cours de cette Conférence ministérielle, j'estime que nous devons réaffirmer notre ambition et notre engagement à l'égard de tous les objectifs énoncés dans la Déclaration de Doha.

N'oublions pas non plus l'engagement que nous avons pris à Doha de faire de ce cycle de négociation le cycle du développement. Nous devons travailler ensemble pour arriver à des résultats solides dans les domaines centraux des négociations, qui offriront aux pays en développement les possibilités qu'ils recherchent.

Revêtent une grande importance à cet égard: la réforme du commerce agricole, l'accès aux marchés pour les produits et services ainsi que des règles qui renforceront le mouvement du commerce.

Nous devons donner l'orientation et l'impulsion voulues à la prochaine phase des négociations, pour que les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés à Doha puissent être atteints.

Nous avons ici l'occasion et la responsabilité d'exploiter le plein potentiel de la mondialisation au service de nos citoyens, de nos économies et de la société dans son ensemble.

Je ne saurai donc trop insister sur ce point: cette Conférence ne sera fructueuse que si elle donne lieu à une plus grande ambition qui se traduira par des avantages considérables et durables pour tous.
